

AN ANNOTATED GUIDE TO CURRENT NATIONAL BIBLIOGRAPHIES
Répertoire commenté des bibliographie nationales courantes
deuxième édition

Barbara BELL
The College of Wooster, Ohio, USA

Résumé :

An Annotated Guide to Current National Bibliographies (AGCNB) [Répertoire commenté des bibliographies nationales courantes], deuxième édition, est en cours et devrait bientôt être achevé. Il recense de nouvelles bibliographies nationales qui n'apparaissaient pas dans la première édition - parmi lesquelles celles de Chine, d'Ouganda, des Emirats arabes unis, du Zaïre, et de Grèce (encore que pour certains pays des produits bibliographiques de remplacement étaient décrits dans la première édition). Plusieurs facteurs ont affecté les bibliographies nationales au cours des dix années qui ont suivi la publication de la première édition. Deux facteurs sont pris en considération : les changements géo-politiques mondiaux et les progrès de l'automatisation. Plus de 20 nouveaux titres sont recensés dans AGCNB, deuxième édition, à cause de l'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et de l'Ethiopie. L'Allemagne et le Yémen ont été réunifiés. La Namibie est devenue indépendante et vient juste de publier sa première bibliographie nationale en avril 1997. Des changements de titres sont intervenus à cause des bouleversements politiques en Roumanie, en Lituanie et en Bulgarie par exemple. De nouveaux supports sont apparus pour les bibliographies nationales grâce à l'automatisation. Notamment les Cédéroms se sont développés au cours des dix dernières années qui ont suivi la publication de la première édition. Des progrès réalisés au cours des dix dernières années et conformes aux recommandations émanant du Congrès international sur les bibliographies nationales peuvent être constatés dans les bibliographies nationales de pays tels que le Venezuela, l'Albanie, la Bulgarie, le Bangladesh et la Syrie. Des problèmes de périodicité, d'efficacité de la législation de dépôt légal, et de diffusion pertinente préoccupent encore certaines bibliographies nationales. Les spécialistes d'un domaine sont forcés d'utiliser des sources plus à jour quand une bibliographie nationale paraît souvent en retard. Pour cause d'instabilité politique ou économique il y a des lacunes dans les numéros de la bibliographie nationale. Il est suggérer que pour certains pays le prêt d'un membre du personnel d'une bibliothèque jumelée, ou une bourse accordée par un organisme national ou international pourrait donner l'impulsion nécessaire pour remettre la bibliographie nationale sur la bonne voie. Les bibliographies nationales contribuent autant au développement du contrôle bibliographique national à l'intérieur d'un pays qu'à la création du réseau du contrôle bibliographique universel.

On m'a demandé de présenter un rapport sur l'état d'avancement de la deuxième édition de *An Annotated Guide to Current National Bibliographies* [Répertoire commenté des bibliographies nationales courantes] qui est en cours depuis 1995. Elle est sur le point d'être achevée. Comme c'est le cas pour certains projets, le sujet est en constante évolution. Toutefois, ce répertoire est le premier à recenser et à analyser les bibliographies nationales des différentes régions du monde, les bibliographies nationales courantes, et quelques produits

bibliographiques de remplacement, le tout rassemblé dans un même guide comprenant des descriptions de contenu et des commentaires.

Pourquoi une deuxième édition était-elle nécessaire ? Depuis 1986, date de publication de la première édition, le monde a changé dans des domaines qui affectent particulièrement les bibliographies nationales. Je tiens à mentionner deux de ces domaines parmi d'autres qui ont eu des effets particulièrement directs.

Au cours des dix dernières années les changements géopolitiques ont été particulièrement importants ! Les deux Allemagne ont été réunifiées, l'ex-URSS a éclaté en Fédération de Russie et en environ 15 Etats indépendants, la Yougoslavie s'est subdivisée en plusieurs parties, la Tchécoslovaquie a été coupée en deux , de même que l'Ethiopie avec l'indépendance de l'Erythrée, et le Yemen a été réunifié - pour ne citer que quelques exemples. Tous ces bouleversements ont eu diverses conséquences, dont l'une est le recensement des publications à l'intérieur des frontières politiques d'un pays. Alors que l'ex-URSS avait une seule bibliographie officielle qui recensait les publications significatives de toutes ses régions géographiques, il y a à présent environ 15 titres à identifier et à décrire. J'hésite à parler de "nouveaux" titres car beaucoup étaient des bibliographies régionales qui aujourd'hui sont devenues des "bibliographies nationales" distinctes. Mais autant que je puisse le savoir, personne n'a étudié ce qui se passait "bibliographiquement" dans chacun de ces nouveaux Etats indépendants. Donc, dans la deuxième édition j'ai fait le choix d'analyser et de décrire ces "nouvelles" bibliographies *nationales*.

Le deuxième grand changement qui a influencé les bibliographies nationales courantes au cours des dix dernières années a été le recours à l'automatisation, aux techniques informatiques, et aux nouveaux services bibliographiques qui sont devenus ou sont en train de devenir disponibles. Une évolution rapide a été la règle dans ce domaine. Ces changements ont affecté la manière dont les bibliothèques fournissent leur information et participent au contrôle bibliographique à travers leur bibliographie nationale. Dans certains pays, le terme "bibliographie nationale" s'est transformé en "services bibliographiques nationaux" et il peut ne plus y avoir de bibliographie imprimée ! Dans beaucoup de pays, l'information bibliographique nationale est disponible sur plusieurs supports.

Collecter de nouvelles informations

Pour la première édition la méthode consistait à identifier et étudier les bibliographies nationales d'une manière analytique. Je m'appuyais sur le spécialiste du sujet ou du domaine dans les bibliothèques que je visitais. Dans la deuxième édition j'ai voulu ajouter des informations supplémentaires (tels que les numéros OCLC, l'automatisation, les supports, etc.), mettre à jour les données (par exemple, les nouvelles législations de dépôt légal, les nouveaux développements de la bibliographie nationale), ajouter de nouveaux pays, et inclure les programmes de développement prévus dans un pays dans le domaine de la bibliographie. Pour ce faire, j'ai dû étudier une fois de plus les bibliographies nationales les plus courantes disponibles dans chaque pays. De plus, j'ai envoyé la nouvelle version des notices aux bibliothèques nationales des pays et j'ai demandé que le directeur ou la personne compétente vérifie l'exactitude de l'information. Dans une lettre d'accompagnement j'ai aussi posé des questions pour résoudre certains problèmes spécifiques, demandant si j'avais bien cité la législation de dépôt légal la plus récente, ou quelles évolutions de la bibliographie nationale

étaient prévues dans un futur proche. Les réponses ont été abondantes et très utiles. Les bibliothèques nationales expriment leur gratitude pour l'intérêt porté à leur bibliographie, sont contentes de figurer dans le recensement, et ont fourni des informations bibliographiques supplémentaires. Cette procédure leur a donné l'occasion d'expliquer, par exemple, que la bibliographie a pris deux ans de retard quand elle a été automatisée. Grâce à cette vérification supplémentaire faite par chaque bibliothèque nationale, cette deuxième édition est plus complète et son contenu est de meilleure qualité. De plus, mon travail a ainsi été vérifié à la source.

J'ai inclus beaucoup de nouvelles bibliographies nationales qui ne figuraient pas dans la première édition - parmi lesquels la Chine, l'Ouganda, les Emirats arabes unis, le Zaïre, et la Grèce (encore que pour certains de ces pays des produits bibliographiques de remplacement étaient décrits dans la première édition). L'éclatement de l'ex-URSS explique l'apparition de la majeure partie des nouveaux titres. Ils sont décrits dans ce répertoire alors que je n'avais pas recensé dans la première édition les titres qui couvraient une partie ou une région spécifique à l'intérieur d'un pays. N'importe quel spécialiste en études slaves comprendra la difficulté d'une telle enquête !

De plus, certains pays dans d'autres parties du monde ont acquis leur indépendance et mis sur pied de nouvelles bibliographies nationales, c'est le cas de la Namibie par exemple indépendante en 1990. Le premier fascicule de la bibliographie nationale a été publié au début de 1997, et lancé officiellement le 16 avril. Plusieurs pays ont changé le titre de leur bibliographie nationale pour des raisons politiques, par exemple, la République tchèque, la Bulgarie, la Roumanie, et la Lituanie.

Dans la deuxième édition, on a pu remarquer des améliorations car les bibliographies nationales se conforment aux recommandations de l'ICNB [Conférence internationale sur les bibliographies nationales]. Par exemple, le Venezuela indique à présent l'ISSN ; l'Albanie et la Bulgarie ont maintenant un classement selon la CDU et non plus un classement selon plus de 20 rubriques sujet, et ont également fait des progrès notamment en matière d'ISSN ; le Bangladesh attribue à présent un indice à chaque ouvrage alors qu'avant la classification se faisait par groupes d'ouvrages, et il a aussi développé son indexation. ; l'Iran indique à présent les indices CDD et ceux de la Bibliothèque du Congrès ; la Syrie a ajouté une section pour les périodiques depuis 1985 ; et l'Uruguay a ajouté une liste des abréviations et une introduction, pour ne citer que quelques exemples.

Des pays comme Singapour, la Norvège et la Suède ont une nouvelle législation de dépôt légal qui concerne les documents sur les nouveaux supports.

Alors que ces nouveaux titres et ces nouveaux développements sont encourageants, il y a quelques bibliographies nationales exemplaires dont la publication est momentanément suspendue ou qui sont mortes à présent. C'est décourageant. Ces pays n'ont eu aucune activité au cours des dix dernières années. Beaucoup de bibliothécaires de ces pays, joints par correspondance, se montrent optimistes et pensent que lorsque le contexte politique et économique sera meilleur, ils seront de nouveau en mesure de poursuivre la publication. Les Iles Fidji en sont un exemple : elles avaient une bibliographie nationale conforme aux recommandations de l'ICBN. Leurs publications sont recensées dans la bibliographie régionale du Pacifique Sud, mais c'est malheureux de voir suspendue la bibliographie nationale de Fidji. Plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes, d'Amérique latine, et d'ailleurs n'ont eu récemment

aucune activité bibliographique - par exemple, La République dominicaine, le Honduras et le Guyana.

Comme on pouvait s'y attendre, l'automatisation a eu un impact sur les services bibliographiques nationaux et le support des bibliographies nationales. Il est rare qu'un pays n'ait connu aucune évolution dans ce domaine, sinon au cours des dix dernières années, du moins dans un futur proche. Pour la plupart, l'automatisation a amélioré la qualité, les délais et l'accès à l'information bibliographique. De nouvelles caractéristiques marquent l'amélioration des bibliographies nationales, comme l'apparition d'index là où il n'y en avait pas, ou l'apparition de notices en format MARC organisées selon une classification à la place de notices antérieures aux AACR2 et présentées dans un ordre alphabétique. Tous les progrès offerts par l'automatisation ne sont pas facilement adaptables et accessibles, notamment dans les pays du Tiers Monde. Il serait intéressant de voir si les pays qui ont une bibliographie nationale accessible uniquement sur cédérom verront l'utilisation de cette publication croître ou décroître. Dans ma propre travail j'ai eu du mal à identifier les bibliothèques de recherche qui proposaient maintenant la version cédérom d'un titre qui existait auparavant sur papier ou sur microfiche. Les bibliothèques ignoraient que la publication papier se poursuivait sur cédérom. L'abonnement à une bibliographie nationale sur cédérom coûte en général plus cher qu'un abonnement papier, et le cédérom n'est accessible qu'à ceux qui disposent de l'équipement et de la technologie. Les bibliothèques qui ne disposent pas de lecteurs de cédéroms n'ont pas accès à l'information sur cédérom. On semble ignorer sur ce point les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres.

Les problèmes courants :

Un certain nombre de problèmes courants restent les mêmes que ceux mentionnés dans la première édition. Alors que certains pays ont eu recours à l'automatisation pour accroître la périodicité et les délais de recensement leur bibliographie nationale, il y en a encore d'autres pour qui la *périodicité* n'est pas aussi courte que ce que recommande l'ICBN ou pas aussi courte que ce qu'affirme le pays dans l'introduction. La *législation de dépôt légal* peut ne pas être aussi efficace qu'il le faudrait, et peut ne prévoir aucune sanction. La *diffusion* reste un problème dans certains pays, et notamment la diffusion vers les autres pays. Les envois groupés de tous les fascicules d'une année provoquent des retards dans les commandes des nouveaux titres par les bibliothèques. L'envoi des fascicules un par un au fur et à mesure de leur publication faciliterait la commande de livres dans des délais opportuns, surtout quand la bibliographie nationale est la seule source d'information bibliographique. Des publications peuvent être épuisées avant que les bibliothèques aient eu connaissance de leur existence. J'ai été particulièrement sensible au fait que des spécialistes, notamment en Amérique Latine et en Afrique, ne pouvaient pas compter seulement sur les bibliographies nationales pour faire des acquisitions. La principale raison sont les délais de recensement et de diffusion. Ils sont obligés d'avoir des contacts avec des éditeurs et des recourir à des catalogues d'éditeurs, et à des sources bibliographiques fiables et à jour, quand cela est possible, pour acheter des documents provenant des pays en développement avant qu'un tirage ne soit épuisé. Tous ces problèmes sont en général directement liés au contexte économique et politique qui a cours dans le pays.

Pour conclure

Au travers de ma recherche et de mes corrections, il est clair que la bibliographie nationale est considérée comme importante à l'intérieur d'un pays. Elle sert d'outil de coopération pour le catalogage à l'intérieur du pays, d'outil pour faire les acquisitions, et de recensement historique pour les bibliothèques dans et hors du pays. Les développements politiques et économiques continuent d'avoir une grande influence sur une bibliographie nationale. La législation de dépôt légal a été mise à jour dans un grand nombre de pays pour prendre en compte les documents non-imprimés et prévoir des sanctions. L'automatisation a eu un grand impact sur les bibliographies nationales. L'automatisation concerne non seulement le mode d'entrée des données dans les bases de données, mais aussi la manipulation de l'information pour rendre disponible toute une gamme de produits sur de nouveaux supports ou sur plusieurs supports. Beaucoup de pays respectent les recommandations élaborées en 1977 pour la plupart des bibliographies nationales imprimées. Il sera intéressant de voir quelles recommandations émaneront de la Conférence internationale sur les services bibliographiques nationaux (Copenhague, 1998) qui devrait énoncer des recommandations sur les nouveaux produits et services automatisés.

Je voudrais conclure sur cette idée : Si on pouvait fournir aide et assistance à un pays qui connaît des difficultés, et le faire dans un domaine spécifique, le "prêt" d'un membre du personnel d'une "bibliothèque jumelée" ou une "bourse" accordée par une organisation ou une association dans le but de publier et de diffuser la bibliographie nationale d'une façon régulière ou de lancer une bibliographie nationale ou une bibliographie régionale, pourrait donner l'impulsion internationale nécessaire pour développer le partage général des ressources et pour aboutir à un plus grand contrôle bibliographique universel. La communauté internationale des bibliothèques devrait développer les moyens de coopérer pour atteindre ce but.

**63rd IFLA General Conference
Copenhagen, Denmark
August 31 - September 5, 1997**

Home: <http://www.ifla.org/IV/ifla63/63cp.htm>